

RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

Les exportations continuent de tirer la croissance du PIB réel, qui semble devoir atteindre 2.4 % en 2010 et 2.8 % en 2011, la demande intérieure étant plutôt bridée par la faiblesse du marché du travail et de consolidation budgétaire. En 2012, l'expansion économique pourrait s'établir à 3.2 %. En dépit de pressions inflationnistes temporaires exercées par les prix de l'énergie et les coûts du logement, l'objectif d'inflation de 2 % devrait être atteint.

Le nouveau gouvernement propose un assainissement des finances publiques en 2011, axé principalement sur des compressions de dépenses de fonctionnement. Il faut saisir l'occasion offerte par la reprise économique pour régler les problèmes structurels afin d'améliorer le solde sous-jacent des finances publiques et de rehausser le potentiel économique.

La reprise est étayée par l'amélioration des exportations et le renforcement des commandes

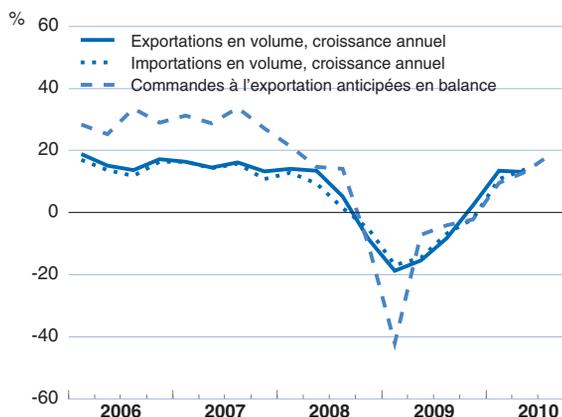
L'activité économique croît au même rythme qu'en Allemagne depuis le second semestre de l'an dernier. Elle est toujours tirée par les exportations mais la consommation privée a aussi fait preuve d'une certaine résistance. La production industrielle, en particulier l'important secteur automobile, se redresse avec vigueur après le marasme de l'an passé tandis que les carnets de commandes sont bien remplis. La consommation privée s'est bien maintenue durant la récession et a repris sa progression au début de cette année. Cependant, dans le secteur de la construction, l'activité reste faible et inférieure aux niveaux de l'année dernière. La remontée des indicateurs de confiance s'est elle aussi quelque peu ralentie.

Des pressions inflationnistes intérieures sont apparues

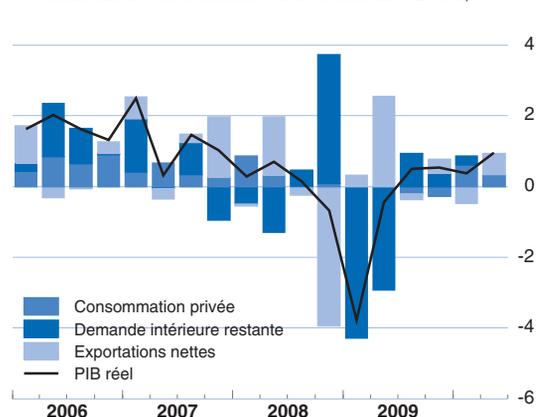
A 0.75 %, le niveau du principal taux directeur des autorités monétaires reste bas par rapport au passé. Le taux d'inflation globale s'est accéléré légèrement pour atteindre 2 % en glissement annuel en octobre. De nouvelles pressions inflationnistes se profilent à l'horizon, mais la politique monétaire peut rester accommodante pendant quelque temps

République tchèque

Le commerce s'est repris



La demande intérieure se redresse aussi
Contributions à la croissance trimestrielle du PIB réel, %



Source : Commission européenne; OCDE, Base de données des comptes nationaux.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932353165>

République tchèque : **Demande, production et prix**

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
	Prix courants milliards de CZK	Pourcentages de variation, en volume (prix de 2000)				
Consommation privée	1 688.0	3.5	-0.1	1.5	1.5	2.4
Consommation publique	718.2	1.0	4.2	1.1	0.6	1.1
Formation brute de capital fixe	890.3	-1.5	-9.2	-3.6	5.8	6.2
Demande intérieure finale	3 296.4	1.6	-1.5	0.2	2.3	3.0
Variation des stocks ¹	66.9	-0.5	-2.0	1.3	0.0	0.0
Demande intérieure totale	3 363.4	1.1	-3.6	1.6	2.2	2.9
Exportations de biens et services	2 836.0	5.7	-10.5	11.4	7.7	6.0
Importations de biens et services	2 660.3	4.3	-10.4	11.0	7.2	5.8
Exportations nettes ¹	175.7	1.3	-0.6	0.9	0.7	0.5
PIB aux prix du marché	3 539.1	2.3	-4.0	2.4	2.8	3.2
Déflateur du PIB	—	1.8	2.6	0.0	2.2	1.4
<i>Pour mémoire</i>						
Indice des prix à la consommation	—	6.3	1.0	1.6	1.9	1.7
Déflateur de la consommation privée	—	4.9	0.3	0.8	1.8	1.7
Taux de chômage	—	4.4	6.7	7.5	7.1	6.8
Solde des administrations publiques ²	—	-2.7	-5.8	-5.2	-4.2	-3.4
Balance des opérations courantes ²	—	-0.6	-1.0	-1.9	-0.8	-0.7

Note : Les comptes nationaux étant basés sur des indices chaîne officiels, il existe donc un écart statistique dans l'identité comptable entre le PIB et les composantes de la demande réelle. Voir *Perspectives économiques de l'OCDE*: Sources et méthodes, (<http://www.oecd.org/eco/sources-and-methods>).

1. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932354913>

compte tenu de l'assainissement budgétaire en cours. La déréglementation continue des loyers fait monter les coûts du logement. A cela va s'ajouter une hausse des prix de l'électricité prévue pour 2011. En effet, le subventionnement excessif de la production d'énergie solaire conduit à une rapide expansion des capacités de production et les généreux tarifs d'achat garantis se traduisent par des hausses de la composante réglementée du prix de l'énergie.

Une politique budgétaire restrictive s'impose si l'on veut atteindre les objectifs

La politique d'austérité budgétaire s'applique déjà en 2010 et le projet de budget pour 2011 poursuit la consolidation. Contrairement au budget de l'an dernier, où l'amélioration du solde reposait principalement sur des relèvements de TVA et d'impôts indirects, celui de 2011 met l'accent sur les compressions de dépenses récurrentes et les restrictions de salaires dans l'administration centrale. Les prévisions tiennent compte du plan d'assainissement pour 2011, qui vise un objectif de déficit de 4.6 % du PIB. Par ailleurs, les calculs reposent sur l'hypothèse de la poursuite d'une politique budgétaire prudente en 2012. Les objectifs budgétaires généraux ont été fixés dans le cadre de plafonds de dépenses à moyen terme, en vue de ramener le déficit des administrations publiques à 3 % en 2013 et d'arriver à un budget en équilibre en 2016. Les mesures à prendre y parvenir ne sont pas encore précisées. A un moment où l'accélération de la croissance économique peut contribuer grandement à l'amélioration

des résultats budgétaires globaux, il faut profiter de la phase de reprise de l'activité pour résoudre les problèmes structurels, notamment pour améliorer l'efficacité dans le fonctionnement du secteur public. Le gouvernement de coalition actuel, majoritaire au Parlement, est en mesure de saisir l'occasion pour mettre en œuvre un certain nombre de propositions de réforme, par exemple dans le domaine de l'enseignement tertiaire ou des retraites.

Les perspectives s'améliorent avec la reprise du commerce mondial et de la demande intérieure

La croissance s'est accélérée en 2010 en raison d'un redressement marqué des principaux marchés d'exportation au premier semestre. Elle va probablement se ralentir un peu en 2011 du fait d'un freinage de la consommation privée et publique, mais elle remontera en 2012 car l'investissement devrait se redresser rapidement. L'ajustement sur le marché du travail sera progressif mais le taux de chômage va redescendre. Tout comme l'austérité budgétaire, la faiblesse du marché du travail pèsera sur la consommation privée, qui semble néanmoins devoir se redresser en 2012. Le commerce extérieur restera dynamique. Les tensions inflationnistes au début de l'année prochaine seront passagères et, comme l'économie tournera au-dessous du potentiel, l'objectif d'inflation de 2 % devrait être atteint.

Les risques sont liés principalement à l'évolution économique extérieure

Les risques sont équilibrés, et liés surtout à l'évolution des principaux marchés d'exportation, en particulier la zone euro. Du côté négatif, la réaction des ménages à la réduction des dépenses publiques et aux hausses annoncées des prix du logement et de l'électricité pourrait affaiblir la demande intérieure.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « République tchèque », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-16-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.